

Cervantes-Godoy, D. et J. Dewbre (2010-03-10),  
« Importance économique de l'agriculture dans la lutte contre  
la pauvreté », Éditions OCDE, Paris.  
<http://dx.doi.org/10.1787/5kmjw4vlp5kg-fr>



## Importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté

Dalila Cervantes-Godoy,

Joe Dewbre

La version originale de ce document a été publiée comme suit :

Cervantes-Godoy, D. and J. Dewbre (2010-01-01), "Economic  
Importance of Agriculture for Poverty Reduction", *OECD  
Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 23, OECD  
Publishing, Paris.  
<http://dx.doi.org/10.1787/5kmmv9s20944-en>

## **Remerciements**

Le présent document décrit les résultats d'une analyse conduite dans le cadre du projet intitulé « Importance économique de l'agriculture pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté » et financé par un don du gouvernement des Pays-Bas, au titre du programme de travail 2009-2010 du Comité de l'agriculture (COAG). Ses précédentes versions ont été examinées par le Groupe de travail des politiques et des marchés agricoles (APM) du COAG. Les auteurs tiennent à remercier le ministère de l'Agriculture des Pays-Bas pour son soutien financier. Ils sont également reconnaissants aux délégations des pays membres de l'OCDE représentés aux réunions de l'APM et à leurs nombreux collègues de l'OCDE pour les commentaires abondants et précieux qu'ils ont reçus sur les versions antérieures.

## **Résumé**

La Déclaration du millénaire fixe à 2015 la date butoir pour la réalisation de l'objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté. Compte tenu des résultats exceptionnels obtenus dans certains pays en développement, la possibilité d'atteindre cet objectif est globalement réaliste. Néanmoins, beaucoup de pays seront très loin du but, et les indigents pourraient encore être 1 milliard à la date prévue. Pourquoi certains pays obtiennent-ils de meilleurs résultats que les autres ? Nous cherchons dans le présent document à répondre à cette question en observant les caractéristiques qu'ont en commun vingt-cinq pays en développement qui ont réduit l'extrême pauvreté de façon spectaculaire au cours des vingt-cinq dernières années. Nous avons comparé ces pays entre eux en nous appuyant sur des indicateurs de leur situation économique et, en particulier, de la situation économique de leur secteur agricole. Les pays retenus dans l'analyse sont très divers. Ils comprennent certains des pays en développement les plus pauvres et certains des plus riches, et représentent presque toutes les régions géographiques. Ils se distinguent aussi les uns des autres de par leurs systèmes de gouvernance et la gestion de leur économie. Toutefois, leurs résultats présentent des similitudes étonnantes, qu'il s'agisse de la réduction de la pauvreté ou de l'ensemble des indicateurs utilisés pour comparer les performances de leur économie toute entière ou celles de leur secteur agricole uniquement. Les résultats de l'analyse de régression des données transversales et chronologiques montrent que, si la croissance économique en général a beaucoup contribué au recul de la pauvreté, la façon dont elle s'est répartie entre les différents secteurs d'activité est loin d'être sans incidences, la hausse des revenus agricoles revêtant à cet égard une importance non négligeable.

Mots clés : réduction de la pauvreté, développement agricole, objectifs du millénaire pour le développement.

## TABLE DES MATIÈRES

IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DE L'AGRICULTURE DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	3
Introduction.....	3
Dépouillement des publications.....	4
Mesurer la pauvreté et son recul.....	7
Le processus de sélection.....	9
Caractéristiques générales des pays retenus.....	10
Quel rôle la croissance agricole a-t-elle joué ?.....	13
Caractéristiques des pays dans lesquels l'agriculture a contribué de façon positive au recul de la pauvreté	18
Politique commerciale agricole.....	18
Recherche agricole.....	19
Productivité agricole et pauvreté.....	20
Dépenses publiques consacrées à l'agriculture.....	21
Conclusions.....	22
ANNEXE.....	24
RÉFÉRENCES.....	26

### Tableaux

Tableau 1. Pays sélectionnés et résultats en matière de réduction de la pauvreté, 1980-2005.....	10
Tableau 2. Indice du développement humain, pays retenus.....	11
Tableau 3. Indicateurs macroéconomiques des pays retenus.....	12
Tableau 4. Pays retenus : indicateurs clés, 1980-2005.....	14
Tableau 5. Contribution principale au recul de la pauvreté.....	17
Tableau 6. Évolution des taux nominaux d'aide à l'agriculture.....	18
Tableau 7. Évolution des dépenses publiques consacrées à l'agriculture.....	22
Tableau A.1. Résultats des régressions.....	25
Tableau A.2. Test de multicolinéarité.....	25

### Graphiques

Graphique 1. Pauvreté et PIB agricole par travailleur (25 pays retenus).....	15
Graphique 2. Pauvreté et PIB non agricole par travailleur (25 pays retenus).....	15
Graphique 3. Pauvreté et envois de fonds par habitant (25 pays retenus).....	16
Graphique 4. Contributions moyennes totales au recul de la pauvreté.....	17
Graphique 5. Croissance des dépenses publiques de R-D, 1981-2005 (moyenne, les années couvertes varient).....	20
Graphique 6. Croissance annuelle moyenne de la productivité totale des facteurs (PTF) dans l'agriculture, 1991-2006.....	21

## IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DE L'AGRICULTURE DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

### Introduction

Theodore Schultz entama son discours d'acceptation du prix Nobel d'économie de 1979 en faisant l'observation suivante :

*« Pour la plupart, les habitants de la planète sont pauvres ; par conséquent, étudier l'économie de la pauvreté nous apporterait beaucoup de renseignements sur les principes économiques qui comptent vraiment. Partout dans le monde, les pauvres tirent en majorité leur revenu de l'agriculture ; par conséquent, étudier l'économie agricole nous apporterait beaucoup de renseignements sur l'économie de la pauvreté » (Schultz, 1979).*

Trente ans plus tard, nous constatons que les habitants des pays en développement dont la subsistance est tributaire de l'agriculture sont encore, en règle générale, bien plus pauvres que ceux qui travaillent dans d'autres secteurs de l'économie et qu'ils représentent une forte proportion - souvent la majeure partie - de la totalité des pauvres dans leur pays.

Pour atteindre l'objectif du millénaire pour le développement (OMD) visant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, il faut trouver les moyens d'augmenter les revenus de ces populations. Que peuvent faire les pouvoirs publics pour favoriser cette hausse ? Plus précisément, comment pouvons-nous améliorer l'action publique dans le domaine de la coopération pour le développement, des échanges et de l'agriculture pour que cette dernière contribue davantage à la lutte contre la pauvreté ? Le présent document est le premier résultat d'un projet de recherche qui vise à répondre à cette question.

Globalement, le taux de pauvreté (mais pas le nombre total de pauvres dans tous les pays) a diminué de façon régulière au cours des trente dernières années, et cette évolution est en grande partie portée au crédit de la croissance économique (Banque mondiale, 2008a). Mais quelles sont les causes de la croissance économique et, dans le cas qui nous occupe, quelles sont les causes de la croissance agricole ? De l'avis général, plusieurs conditions doivent être réunies : l'accès aux marchés des produits et des intrants assuré par de bonnes infrastructures de transport, de commercialisation et de transformation ; des politiques fiscale et commerciale non discriminatoires ; des investissements élevés dans la recherche et la vulgarisation agricoles ; un système de droits de propriété encourageant l'initiative ; une croissance non agricole créatrice d'emplois ; des institutions qui fonctionnent bien ; une bonne gouvernance, etc. Les points de vue divergent cependant sur l'importance relative de ces conditions et sur ce que les pouvoirs publics doivent faire pour y satisfaire.

Pour étayer le débat, nous nous sommes attachés à rechercher les caractéristiques que partagent les pays en développement qui ont obtenu des résultats exceptionnels en matière de lutte contre l'extrême pauvreté au cours des vingt à vingt-cinq dernières années. S'inspirant du rapport sur la croissance publié par la Banque mondiale en 2008 (Commission sur la croissance et le développement), cette démarche repose sur le principe que quelques conditions préalables sont partout nécessaires, quoique pas toujours suffisantes, pour réaliser des progrès soutenus dans la lutte contre la pauvreté. Le rapport sur la croissance a examiné les points communs présentés par treize pays qui, depuis 1950, ont enregistré un taux de croissance économique annuel égal ou supérieur à 7 % en moyenne pendant au moins 25 ans. De la même manière, nous avons dressé une liste de vingt-cinq pays qui, au cours des dernières années, ont réussi à

faire reculer leur taux de pauvreté national à un rythme tel que chacun d'entre eux est susceptible d'atteindre l'OMD visant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015.

Nous examinons tout d'abord certains indicateurs des performances macroéconomiques des pays sélectionnés, puis nous nous intéressons plus particulièrement à leurs points communs en matière d'économie agricole. Nous n'avons pas essayé d'établir un lien de causalité ou de quantifier les relations entre ces différents indicateurs et la pauvreté. Nous voulions simplement savoir si les pays concernés, retenus en raison de leurs résultats exceptionnels sur le front de la pauvreté, partageaient d'autres caractéristiques sur le plan socioéconomique. Les enseignements de cet examen de plusieurs pays ont pour but d'étayer la conception des études de cas approfondies qui porteront sur la contribution de l'agriculture à la lutte contre la pauvreté dans quatre pays (Éthiopie, Ghana, Indonésie et Vietnam), et dans le cadre desquelles nous nous efforcerons peut-être de chiffrer les incidences sur la pauvreté au moyen d'analyses économétriques ou de l'analyse de simulations. Nous espérons que les résultats de ces études de cas serviront en définitive de fondement à la formulation de principes d'action et de recommandations pratiques destinés à favoriser la réduction de la pauvreté.

### **Dépouillement des publications**

Rares sont les questions qui ont attiré l'attention des économistes autant que celle du rôle de l'agriculture dans le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Cette question a alimenté une grande quantité d'études théoriques et empiriques. Beaucoup de ces publications mettent l'accent sur le processus de transformation structurelle de l'économie, dans les pays les moins développés où l'activité économique se fonde en grande partie sur l'agriculture aussi bien que dans les pays à revenu élevé où les secteurs industriel et tertiaire dominent.

Le progrès économique, dans un pays donné, a inévitablement pour conséquence de faire diminuer la part de l'agriculture dans l'emploi et le PIB (Byerlee, de Janvry et Sadoulet, 2009 ; Timmer, 1988 ; Cervantes et Brooks, 2009). Cela tient notamment au fait que l'élasticité de la demande par rapport au revenu est plus grande dans le cas des biens et services non agricoles. Ainsi, lorsque leurs revenus augmentent, les consommateurs accroissent davantage leur consommation de biens et services manufacturés que leur consommation de produits alimentaires. Paradoxalement, ce processus s'accompagne en général d'une hausse des revenus et d'un recul de la pauvreté chez ceux qui tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture.

Lewis (1955) a été l'un des premiers, parmi de nombreux économistes du développement, à essayer d'expliquer ce paradoxe. Il voyait le développement économique comme un processus de déplacement des facteurs de production d'un secteur agricole caractérisé par une faible productivité et le recours à des techniques traditionnelles vers un secteur industriel moderne marqué par une productivité plus forte. La théorie de Lewis a été interprétée comme un plaidoyer en faveur de l'industrialisation et a servi à justifier des politiques gouvernementales qui favorisaient la protection des industries nationales et qui, de façon explicite ou implicite, se traduisaient par la taxation du secteur agricole (Kirkpatrick et Barrientos, 2004). Cette théorie et ses implications pour l'action des pouvoirs publics ont été discréditées dans une large mesure par des travaux ultérieurs, et les politiques économiques des pays en développement désavantagent nettement moins l'agriculture depuis quelques décennies (Anderson et Valenzuela, 2008).

Un document du DFID (2004) souligne que la relation entre les différents taux de réduction de la pauvreté, au cours des 40 dernières années, et les différences dans les performances de l'agriculture est plus étroite qu'auparavant, notamment si l'on se réfère au rythme de croissance de la productivité agricole. Les auteurs estiment que les liens entre l'agriculture et la réduction de la pauvreté se forment sous l'action de quatre « mécanismes de transmission » : 1) les répercussions directes de l'amélioration des performances de l'agriculture sur les revenus en zone rurale ; 2) les conséquences de la baisse du prix de

l'alimentation pour les pauvres des zones et rurales et urbaines ; 3) la contribution de l'agriculture à la croissance et la création de débouchés économiques en dehors du secteur ; 4) le rôle fondamental de l'agriculture dans la stimulation et la poursuite de la transition économique, lorsque ce secteur cesse d'occuper la première place dans un pays (et dans la subsistance des pauvres) et cède le pas à des activités plus variées de transformation et de services. Selon eux, la possibilité de réduire la pauvreté à l'avenir, en s'appuyant sur ces mécanismes, sera fonction de la mesure dans laquelle la productivité agricole pourra être accrue là où ce sera le plus nécessaire.

De nombreuses études récentes s'attachent plus particulièrement à quantifier le rapport entre agriculture et pauvreté. Bresciani et Valdés (2007) structurent leur analyse autour de trois principaux axes qui, selon eux, fondent la relation entre croissance agricole et pauvreté : 1) le marché du travail, 2) le revenu agricole, et 3) les prix alimentaires. Ils établissent un cadre théorique pour étudier l'importance quantitative de ces différents axes puis rendent compte des résultats de six études de cas nationales. Ils concluent que, si l'on tient compte à la fois des effets directs et des effets indirects de la croissance agricole, celle-ci contribue davantage au recul de la pauvreté que la croissance des autres secteurs d'activité.

Bresciani et Valdés font en particulier ressortir que la contribution de l'agriculture à la réduction de la pauvreté est systématiquement supérieure à la part de l'agriculture dans le PIB. S'agissant des pays qu'ils ont étudiés, la contribution de l'agriculture passe principalement par l'axe du marché du travail. Ils précisent toutefois que les stratégies de croissance fondées sur ces résultats pourraient ne pas être valables dans les cas où l'éventail des productions agricoles ne comprend pas de cultures ou d'activités d'élevage à forte intensité de main d'œuvre. Ce type de stratégie se heurte aussi au fait que, de tout temps, les progrès réalisés dans l'agriculture ont été en grande partie le résultat d'une évolution technique assortie d'économies de main-d'œuvre.

Dans un document qui a servi à l'élaboration du rapport de la Banque mondiale de 2008 sur le développement dans le monde, Ligon et Sadoulet (2008) combinent séries chronologiques et données transversales pour estimer les coefficients de régression liant les dépenses de consommation par décile au PIB agricole et au PIB non agricole. Leurs résultats sont conformes à la théorie selon laquelle la croissance du secteur agricole est nettement plus importante que celle d'autres secteurs pour les ménages classés dans les déciles inférieurs de la distribution des dépenses, c'est-à-dire pour les catégories les plus pauvres de la population. Ils obtiennent des résultats inverses dans le cas des ménages aisés, dont les dépenses sont beaucoup plus sensibles à la croissance non agricole qu'à la croissance agricole, ce qui les amène à conclure qu'ils sont conformes à la thèse selon laquelle la croissance du secteur agricole est favorable aux pauvres.

Christiaensen et Demery (2007) font observer que la contribution de la croissance économique à la lutte contre la pauvreté est susceptible de varier d'un secteur à l'autre au motif que les bénéfices que les pauvres retirent de l'expansion sont plus grands si elle se produit là où ils se trouvent. Il en découle, implicitement, qu'il est difficile de transférer le revenu généré dans un secteur économique ou dans un lieu vers un autre secteur ou un autre lieu, que ce soit du fait de la segmentation du marché ou pour des raisons politiques. Ils constatent eux aussi que la croissance enregistrée dans l'agriculture contribue en moyenne nettement plus au recul de la pauvreté que celle qui est imputable aux secteurs non agricoles. De même, Montalvo et Ravallion (2009) estiment que le véritable moteur du succès spectaculaire obtenu par la Chine dans sa lutte contre la misère a été le secteur primaire, et non pas les secteurs secondaire (manufacturier) ou tertiaire. Ils concluent que l'idée selon laquelle ces secteurs jouent tous trois un rôle dans le combat contre la pauvreté en Chine est discutable, car ils n'ont trouvé que très peu de données attestant l'incidence de la croissance obtenue en dehors du secteur primaire.

Si la plupart des études empiriques montrent que la croissance agricole pèse davantage que la croissance des autres secteurs, il y a toutefois des exceptions, qui mettent en évidence des disparités potentiellement importantes entre les pays pour ce qui est de la sensibilité de la pauvreté aux PIB sectoriels, selon la structure et l'organisation institutionnelle de leur économie (Loayza et Raddatz, 2006). Il ressort souvent de ces autres travaux que la capacité de l'agriculture à réduire la pauvreté s'amointrit à mesure que les pays s'enrichissent (Christiaensen et Demery, 2007 ; Ligon et Sadoulet, 2008). Gardner (2000) signale ainsi que, à partir des années 60, le recul de la pauvreté dans les zones rurales aux États-Unis s'explique principalement par l'augmentation des revenus imputable aux activités non agricoles.

Une analyse économétrique de Warr (2002), fondée sur des données mises en commun concernant l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et les Philippines, montre que le secteur des services est celui qui contribue le plus à réduire la pauvreté. Une analyse de séries chronologiques pour Taïwan, dont Warr et Wang (1999) font état, attribue quant à elle le rôle principal à la croissance industrielle. De même, Ravallion et Datt (1996 et 2002) constatent qu'en Inde, l'élasticité du nombre de pauvres en zone rurale par rapport à la croissance agricole est de plus de moitié inférieure à son élasticité par rapport à la croissance des secteurs non agricoles. Ils avancent l'hypothèse que cela est dû à l'essor rapide du secteur informel de l'économie indienne. Il est intéressant de noter qu'en appliquant une méthode d'analyse similaire à la Chine, Ravallion et Chen (2007) estiment que la croissance agricole a des répercussions quatre fois plus importantes sur la pauvreté que la croissance des secteurs secondaire et tertiaire.

Des recherches antérieures laissent supposer que la croissance des revenus agricoles réduit plus efficacement la pauvreté que la croissance des autres secteurs pour les raisons suivantes : 1) l'incidence de la pauvreté est en général plus élevée dans les populations agricoles et rurales que dans les autres, et 2) la plupart des pauvres vivent dans les zones rurales et sont, dans une forte proportion, tributaires de l'agriculture pour leur subsistance (Banque mondiale, 2008b ; Christiaensen et Demery, 2007 ; Ravallion et Chen, 2007). Cependant, même si l'incidence de la pauvreté est plus faible dans la population non agricole (rurale ou urbaine), la hausse des revenus tirés de sources non agricoles pourrait être proportionnellement plus efficace contre la pauvreté. Il se pourrait en outre que, même pour les ménages agricoles pauvres, l'augmentation des revenus provenant de sources non agricoles soit plus importante que la hausse du revenu agricole.

Nous introduisons une complication supplémentaire en supposant que l'élévation du revenu par habitant dans l'économie toute entière pourrait elle-même être entraînée par la hausse des revenus dans le secteur agricole, ce qui revient à dire que l'agriculture est le moteur de l'économie (Irz et Tiffin, 2006). Gardner et Tsakok (2007) ont examiné les tentatives qui ont été faites par le passé en vue d'établir des liens de cause à effet entre l'expansion de l'économie dans son ensemble et celle d'un secteur ou d'un autre. Ils en ont conclu que, pour expliquer la croissance économique, il était peut-être préférable d'essayer de mettre en évidence une série de facteurs communs stimulant l'activité dans tous les secteurs simultanément. Il convient de noter qu'en termes purement comptables, l'essor du secteur agricole contribue davantage à la croissance globale dans les pays où ce secteur occupe une place importante. Bien sûr, la théorie selon laquelle l'agriculture serait le moteur de l'expansion économique ne repose pas uniquement sur l'analyse arithmétique des causes de la croissance. Nombreux sont ceux qui considèrent que l'explication ne s'arrête pas là, au motif que la croissance du secteur agricole aurait un effet multiplicateur plus puissant que celle des autres secteurs (Bresciani et Valdes, 2007).

Bien que peu de pays aient réussi à faire reculer rapidement la pauvreté en l'absence de croissance économique, celle-ci n'est pas indispensable aux progrès en la matière. La pauvreté, telle que nous l'évaluons, renvoie à la somme d'argent consacrée par les pauvres à l'achat de biens et de services. La rémunération du travail représente bien sûr, pour la plupart des démunis, la source d'argent la plus importante, mais certains obtiennent de l'argent par d'autres biais. Ravallion (2009), par exemple, a montré

avec l'indicateur 1.25 USD par jour que faire reculer durablement la pauvreté était théoriquement possible au moyen de transferts financiers entre les catégories aisées et les catégories défavorisées, dans tous les pays en développement sauf les plus pauvres. L'une des sources d'argent supplémentaire, connue pour être particulièrement efficace en matière de réduction de la pauvreté, est l'envoi de fonds par les personnes travaillant à l'étranger (Acosta, Fajnzylber et Lopez, 2007). Les données sur ces envois sont collectées par la Banque mondiale et faciles à consulter. Nous les utilisons ci-après pour illustrer l'idée plus générale qu'il est possible de lutter contre la pauvreté avec d'autres armes que la croissance pro-pauvres.

Le combat contre la pauvreté peut aussi passer par la migration de la main-d'œuvre agricole vers des emplois non agricoles, en zone rurale ou urbaine, y compris en l'absence de croissance économique. Christiaensen et Todo (2008) observent qu'à mesure qu'un pays se développe, a) l'industrie et les services gagnent du terrain par rapport à l'agriculture dans la structure de l'économie et b) les habitants des zones rurales partent s'installer dans les zones urbaines. Cependant, ils soulignent qu'en général, tout en s'entremêlant, ces processus de transformation structurelle et spatiale ne coïncident pas complètement. Ils constatent que la migration de la main-d'œuvre agricole vers l'emploi non agricole fait diminuer la pauvreté lorsqu'elle s'opère en zone rurale, mais pas lorsqu'elle a lieu dans les zones urbaines. Byerlee, de Janvry et Sadoulet (2009) rendent compte des résultats d'analyses de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2008b) montrant que la migration des zones rurales vers les zones urbaines a contribué pour moins de 20 % au recul de la pauvreté en zone rurale sur la période 1993-2002. Les 80 % restants seraient imputables à l'amélioration des conditions économiques en zone rurale, y compris dans l'agriculture.

### **Mesurer la pauvreté et son recul**

Notre approche nécessite, dans un premier temps, d'arrêter une liste de pays considérés comme ayant réussi à faire reculer leur taux national de pauvreté. Pour ce faire, nous devons définir la pauvreté et déterminer une méthode pour classer les pays en fonction des succès obtenus dans la réduction de celle-ci. Dans le cadre des OMD, la pauvreté dans les pays en développement est mesurée à l'aide d'une référence qui représente les seuils de pauvreté observés dans les pays les plus pauvres du monde. Ce seuil a tout d'abord été fixé à 1 USD par jour, aux prix de 1985. Bien que l'expression « un dollar par jour » continue d'être employée dans le langage courant, il se situe désormais à 1.25 USD par jour aux prix de 2005, ce qui correspond à la moyenne des seuils de pauvreté constatés dans les 15 pays les plus pauvres en termes de consommation par habitant (Chen et Ravallion, 2008).

D'autres seuils de pauvreté peuvent bien sûr être utilisés suivant les besoins. Celui de 2.00 USD par jour est employé couramment et c'est celui que nous avons retenu dans notre analyse. Il correspond au seuil de pauvreté médian de l'ensemble des pays en développement (Chen et Ravallion, 2008). Nous l'avons choisi après avoir procédé à des essais avec des seuils inférieurs, y compris celui de 1.25 USD. Le problème était que trop peu de pays en développement affichaient à la fois des taux élevés de pauvreté la première année (pour laquelle des données sur la pauvreté étaient disponibles) et des progrès rapides dans leur réduction lorsqu'on utilisait des seuils inférieurs. Par exemple, au cours des vingt-cinq dernières années, le Chili a réussi à faire reculer de façon spectaculaire la pauvreté définie avec la référence de 2.00 USD par jour, surclassant la plupart des autres pays lorsqu'on utilise ce seuil. Mais si l'on se réfère au seuil de 1.25 USD, les taux de pauvreté au Chili étaient déjà trop faibles dans les premières années pour mettre en évidence ses performances exceptionnelles.

La procédure suivie pour déterminer si, pendant une période donnée, quelqu'un vit au-dessous du seuil de pauvreté retenu repose sur trois types d'information : 1) la composition du panier de biens et de services consommés par cette personne, y compris les biens produits pour l'autoconsommation, 2) un prix en monnaie locale pour évaluer chaque article du panier en 2005, et 3) un taux de change pour convertir ce prix en USD. La Banque mondiale réunit et harmonise les estimations de la consommation tirées des enquêtes effectuées auprès des ménages par les offices statistiques nationaux – ce qui est censé constituer



l'entreprise statistique la plus ambitieuse du monde. La fréquence des enquêtes et le nombre de pays couverts ont fortement augmenté ces dernières années. Les estimations actuelles reposent sur 675 enquêtes portant sur la période 1979-2006 et 116 pays (Chen et Ravallion, 2008).

Les principales sources d'informations utilisées pour les prix et les taux de change sont les enquêtes sur les prix menées dans les pays pour le Programme de comparaison internationale (PCI) administré par le Groupe de gestion des données sur le développement de la Banque mondiale. Les dépenses en monnaie locale sont converties en dollars des États-Unis à parité de pouvoir d'achat (PPA), pour assurer la comparabilité internationale des dépenses de consommation en veillant à ce que les 2.00 USD permettent d'acheter le même type de biens et de services dans différents pays (que ces biens et services soient échangeables ou non). En 2008, les PPA ont été actualisées sur la base des enquêtes de prix effectuées à partir de 2005, année pour laquelle le nombre de pays couverts par les enquêtes de la Banque mondiale sur le coût de la vie est beaucoup plus élevé qu'auparavant. De ce fait, l'année 2005 est également l'année de référence pour les données sur les prix.

Une fois ces informations réunies, on calcule le niveau des dépenses *réelles* consacrées par chacun à l'achat de biens et services pendant une année d'enquête donnée en multipliant chaque élément du panier de consommation par son prix en monnaie locale en 2005, puis en convertissant ce prix en dollars en le multipliant, à son tour, par le taux de change PPA. Lorsque le montant de ces dépenses est inférieur au seuil de pauvreté retenu – par exemple, le chiffre de 2.00 USD par jour que nous utilisons – la personne concernée est considérée comme pauvre. Les résultats obtenus pour les personnes participant aux enquêtes sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population pour estimer le nombre total de pauvres, d'une part, et le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté (taux de pauvreté), d'autre part. En comparant deux périodes, on constate ainsi que le nombre de pauvres et le taux de pauvreté augmentent ou diminuent suivant les fluctuations des dépenses réelles autour du seuil de pauvreté.

Les variations des dépenses réelles d'une période donnée à une autre reflètent l'évolution des revenus ou des prix entre ces deux périodes. Lorsque le revenu par habitant augmente, les dépenses consacrées aux biens et aux services font de même. Le rapport mathématique entre les dépenses de consommation et le revenu, la propension marginale à consommer, a tendance à être plus grand pour les pauvres que pour les riches. C'est ainsi que, lorsque le revenu des pauvres s'élève, certains d'entre eux commencent à dépasser le seuil des dépenses journalières, ce qui se traduit par une diminution du nombre de pauvres et du taux de pauvreté. De même, une baisse des prix à la consommation permet aux consommateurs d'acheter davantage de biens et de services avec le même budget et se traduit aussi par un accroissement des dépenses réelles conduisant à une diminution du nombre de personnes considérées comme vivant dans la pauvreté.

De bonnes performances agricoles contribuent à réduire la pauvreté mesurée, par le biais à la fois des prix et des revenus. Un fort pourcentage des pauvres étant tributaires de l'agriculture pour leur revenu, il est naturel de penser qu'un accroissement du revenu agricole ferait reculer la pauvreté et, comme les résultats de recherches antérieures le suggèrent, peut-être même davantage qu'une hausse générale des revenus. De même, étant donné l'importance de l'alimentation dans les dépenses de consommation des pauvres, on est aussi tenté de penser qu'une baisse des prix alimentaires, comme celle qui pourrait accompagner un accroissement de la production alimentaire par personne, réduirait la pauvreté. Cette corrélation n'est toutefois pas garantie. L'ambiguïté tient précisément au fait que beaucoup de pauvres sont tributaires de l'activité agricole pour leur subsistance. Par conséquent, suivant ses causes, son ampleur et les produits concernés, une baisse des prix alimentaires peut avoir pour effet de réduire les gains et le pouvoir d'achat de certains agriculteurs pauvres tout en accroissant le pouvoir d'achat de certains consommateurs pauvres. De ce fait, la relation entre pauvreté et production alimentaire soulève des questions et nécessite un examen plus approfondi.

## Le processus de sélection

Nous nous intéressons maintenant à la nature précise du processus de sélection et aux résultats obtenus lors de son application. Il a comporté quatre étapes distinctes. Dans un premier temps, nous avons déterminé une liste des pays qui : a) présentaient la première année un taux de pauvreté mesurée à 2.00 USD par jour de plus de 10 % ; b) présentaient une réduction de ce taux sur l'ensemble des années de la période 1980-2005 pour lesquelles il existe des données sur la pauvreté ; et c) disposaient de données sur la pauvreté pour au moins deux années afin de calculer les tendances. Par conséquent, nous avons automatiquement exclu les pays où le taux de pauvreté était déjà relativement faible et où le taux de pauvreté est resté inchangé ou a augmenté.

La deuxième étape a consisté à calculer la diminution annuelle moyenne du taux de pauvreté présenté par chacun de ces pays sur l'ensemble des années pour lesquelles des estimations de la pauvreté étaient disponibles. La période couverte par les enquêtes sur la pauvreté (des premières enquêtes publiées aux plus récentes) et le nombre d'enquêtes annuelles menées sur cette période varient énormément d'un pays à l'autre. La troisième étape du processus de sélection s'est basée sur le *rythme* constaté du recul de la pauvreté. A cette étape, nous n'avons retenu que les pays dans lesquels la moyenne annuelle de la diminution du taux de pauvreté, de la première année observée à la dernière (enquêtes), permettrait une réduction de moitié du taux de pauvreté en trente ans ou moins, par rapport au taux mesuré la première année. Pour terminer, nous avons exclu les pays qui, pour une raison ou une autre (pays riches en pétrole, petits États insulaires, etc.) ne nous semblaient pas assez représentatifs pour nous permettre de tirer des conclusions générales.

Au final, vingt-cinq pays ont été retenus. Ils sont énumérés dans la première colonne du tableau 1. Les deux colonnes suivantes montrent le taux de pauvreté constaté pour la première et la dernière année d'enquête, respectivement. La troisième colonne présente la réduction annuelle moyenne estimée du taux de pauvreté sur les années pour lesquelles des données étaient disponibles, tandis que la dernière colonne indique les périodes et le nombre d'enquêtes utilisées pour faire ces calculs. Notre processus de sélection garantit que tous les pays ont réalisé des progrès, mais l'ampleur de ces derniers est très variable. La Chine se démarque nettement et représente un cas extrême. En 1981, première année pour laquelle des données étaient disponibles pour ce pays, 98 % de la population vivait sous le seuil de référence de 2.00 USD par jour, tandis qu'en 2005, ce pourcentage était descendu à seulement 36 %. Huit pays dans la liste, y compris la Chine, ont réduit de moitié leur taux de pauvreté sur la période séparant la première et la dernière année d'enquête, et d'autres ont atteint un rythme qui leur permettra des réductions similaires dans les quelques années à venir. Toutefois, dans certains pays comme le Mali, le taux de pauvreté était extrêmement élevé la première année où des données ont été disponibles et il n'a diminué que très lentement par la suite.

**Tableau 1. Pays sélectionnés et résultats en matière de réduction de la pauvreté, 1980-2005**

#	Pays	Taux de pauvreté (%)		Réduction annuelle moyenne	Période et nombre d'enquêtes
		Première année d'enquête	Dernière année d'enquête		
1	Brésil	31.2	18.4	-0.58	1981-2005 (21)
2	Cameroun	74.5	57.8	-3.35	1996-2001 (2)
3	Chili	23.5	3.1	-0.90	1987-2005 (8)
4	Chine	97.8	36.4	-2.39	1981-2005 (9)
5	Costa Rica	35.8	8.6	-0.93	1981-2005 (10)
6	République dominicaine	30.5	15.1	-0.77	1986-2005 (7)
7	Égypte	27.8	18.6	-0.82	1990-2004 (4)
8	Gambie	82.1	56.8	-3.60	1998-2003 (2)
9	Ghana	79.1	53.7	-1.56	1987-2005 (5)
10	Guatemala	70.5	29.8	-2.67	1987-2002 (5)
11	Honduras	61.7	34.8	-1.78	1990-2005 (7)
12	Indonésie	88.4	54.0	-1.47	1984-2005 (8)
13	Kenya	59.4	40.1	-1.44	1992-2005 (4)
14	Malaisie	12.3	7.8	-0.30	1984-2004 (7)
15	Mali	93.8	82.1	-1.68	1994-2001 (2)
16	Mauritanie	64.7	44.2	-2.15	1987-2000 (4)
17	Mexique	28.5	7.0	-0.66	1984-2004 (9)
18	Nicaragua	49.3	31.9	-1.31	1993-2005 (4)
19	Panama	26.8	17.9	-0.46	1991-2005 (8)
20	Philippines	62.1	43.92	-1.09	1985-2003 (7)
21	Sénégal	81.6	60.5	-1.44	1991-2005 (4)
22	Tadjikistan	78.6	51.1	-4.62	1999-2004 (3)
23	Thaïlande	44.1	11.6	-1.60	1981-2004 (7)
24	Tunisie	25.2	12.9	-0.59	1985-2000 (4)
25	Vietnam	85.7	52.7	-2.35	1992-2004 (4)

Source : Calculs de l'OCDE à partir des données Povcalnet, 2009.

### Caractéristiques générales des pays retenus

Les pays retenus parce qu'ils avaient réussi à réduire la pauvreté ont-ils obtenu de bons résultats selon d'autres indicateurs socioéconomiques ? Le tableau 2 présente des estimations d'un indicateur du développement, à savoir l'« indice du développement humain » (IDH), dont l'évolution est suivie par le Programme des Nations Unies pour le développement. L'IDH est un indice composite qui mesure les résultats moyens d'un pays pour trois aspects fondamentaux du développement humain : santé, savoir et niveau de vie. Le niveau de santé est mesuré par l'espérance de vie à la naissance ; le savoir par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ; et le niveau de vie par le PIB par habitant (en USD PPA). Il est exprimé par une valeur comprise entre 0 et 1. Plus l'indice d'un pays se rapproche de 1, mieux il est classé selon l'IDH. Nous utilisons ici cet indicateur pour corroborer, et non pour expliquer, les résultats obtenus par les pays de notre liste dans leur lutte contre la pauvreté.

Les lignes du tableau séparent les pays en trois groupes : développement humain élevé, développement humain moyen et développement humain faible. Fait intéressant, les deux seuls pays de

notre sélection à figurer dans le groupe des pays à faible développement humain sont des pays africains, tandis que tous les pays qui apparaissent dans le groupe des pays à développement humain élevé sont des pays d'Amérique latine, sauf un. Le groupe intermédiaire réunit des pays de différents continents. À deux exceptions près (Tadjikistan et Kenya), l'ensemble des vingt-cinq pays retenus pour leurs progrès exceptionnels en matière de lutte contre la pauvreté ont également vu leur IDH s'améliorer. Dans la plupart des cas, les pays qui ont enregistré les progrès les plus rapides contre la pauvreté sont les mêmes que ceux qui présentent la plus forte amélioration de leur IDH.

**Tableau 2. Indice du développement humain, pays retenus**

Classement selon l'IDH	Pays	1980	1985	1990	1995	2000	2005
Développement humain élevé							
40/179	Chili	0.743	0.761	0.788	0.819	0.845	0.867
48/179	Costa Rica	0.772	0.774	0.794	0.814	0.83	0.846
52/179	Mexique	0.739	0.758	0.768	0.786	0.814	0.829
62/179	Panama	0.737	0.751	0.752	0.775	0.797	0.812
63/179	Malaisie	0.662	0.696	0.725	0.763	0.79	0.811
70/179	Bésil	0.685	0.7	0.723	0.753	0.789	0.8
Développement humain moyen							
78/179	Thaïlande	0.654	0.679	0.712	0.745	0.761	0.781
79/179	République dominicaine	0.66	0.684	0.697	0.723	0.757	0.779
81/179	Chine	0.559	0.595	0.634	0.691	0.732	0.777
90/179	Philippines	0.688	0.692	0.721	0.739	0.758	0.771
91/179	Tunisie	0.575	0.626	0.662	0.702	0.741	0.766
105/179	Vietnam	n.d.	0.59	0.62	0.672	0.711	0.733
107/179	Indonésie	0.533	0.585	0.626	0.67	0.692	0.728
110/179	Nicaragua	0.593	0.601	0.61	0.637	0.671	0.71
112/179	Égypte	0.482	0.532	0.575	0.613	0.659	0.708
115/179	Honduras	0.578	0.611	0.634	0.653	0.668	0.7
118/179	Guatemala	0.55	0.566	0.592	0.626	0.667	0.689
122/179	Tadjikistan	n.d.	0.705	0.703	0.638	0.64	0.673
135/179	Ghana	0.471	0.486	0.517	0.542	0.568	0.553
137/179	Mauritanie	0.41	0.435	0.455	0.487	0.509	0.55
144/179	Cameroun	0.468	0.523	0.529	0.513	0.525	0.532
148/179	Kenya	0.514	0.534	0.556	0.544	0.529	0.521
155/179	Gambie	n.d.	n.d.	n.d.	0.436	0.472	0.502
Développement humain faible							
156/179	Sénégal	0.367	0.401	0.428	0.449	0.473	0.499
173/179	Mali	0.268	0.272	0.296	0.321	0.352	0.38

Source : PNUD, 2009.

Nous allons maintenant procéder à une comparaison des caractéristiques des performances économiques générales des vingt-cinq pays retenus qui peuvent contribuer à expliquer leurs résultats en matière de lutte contre la pauvreté de même que l'amélioration de leur IDH qui les corrobore. Le tableau 3 contient une liste succincte d'indicateurs souvent employés pour illustrer les résultats macroéconomiques d'un pays. Le premier élément est une estimation de la croissance globale du PIB par habitant. Beaucoup d'économistes considèrent que la croissance économique est le seul moyen de lutter de façon durable contre la pauvreté. Il n'est donc pas surprenant que la majorité des pays de notre liste aient connu une croissance positive du revenu par habitant sur la période durant laquelle leur taux de pauvreté chutait.

Dans certains pays, la pauvreté a reculé alors même que le revenu par habitant diminuait. Parfois, cela peut s'expliquer par des variations du champ couvert par les données sur la pauvreté et les revenus, comme au Tadjikistan. Il n'est pas exclu que la pauvreté ait été réduite au cours de sous-périodes pendant lesquelles le revenu par habitant a augmenté momentanément même s'il a globalement baissé sur l'ensemble de la période étudiée<sup>1</sup>. De plus, comme nous l'avons déjà souligné, la croissance économique n'est pas strictement nécessaire à un pays pour faire reculer la pauvreté.

**Tableau 3. Indicateurs macroéconomiques des pays retenus**

Pays	Croissance annuelle du PIB par habitant, 1980-2005	Ouverture aux échanges (échanges en % du PIB)			Indice composite de stabilité macroéconomique		
		1980	2005	Variation annuelle	1984	2005	Croissance annuelle
Brésil	0.62%	20	27	0.3	2.10	7.83	6.23%
Cameroun	-1.44%	55	42	-0.7	5.78	9.31	2.41%
Chili	4.17%	50	74	0.8	3.50	9.33	4.57%
Chine	8.61%	22	69	1.5	6.85	8.50	2.08%
Costa Rica	1.96%	63	103	1.5	3.90	7.83	3.53%
République dominicaine	2.19%	48	72	2.2	4.77	7.17	4.27%
Égypte	2.37%	73	63	-0.8	5.01	7.36	4.47%
Gambie	-0.28%	106	110	-0.5	4.33**	8.00	3.12%
Ghana	1.35%	18	98	4.2	2.73	7.44	2.33%
Guatemala	0.73%	47	66	1.3	5.57	8.33	3.81%
Honduras	0.65%	81	136	3.2	4.90	8.00	2.27%
Indonésie	3.64%	54	64	0.8	5.10	8.00	1.11%
Kenya	-0.18%	65	64	-0.1	4.98	7.99	2.30%
Malaisie	3.80%	111	218	5.7	7.43	8.50	1.22%
Mali	0.80%	44	63	1.0	5.65**	8.26	1.58%
Mauritanie	-0.20%	103	132	-1.1	n.d.	n.d.	n.d.
Mexique	0.79%	24	62	1.8	3.83	8.67	4.90%
Nicaragua	-0.98%	67	88	1.2	3.27	8.67	7.54%
Panama	1.15%	187	144	-0.5	7.40	8.33	1.82%
Philippines	0.50%	52	99	3.0	3.07	8.00	4.09%
Sénégal	0.02%	62	69	-0.2	5.71	8.60	2.10%
Tadjikistan	-6.36%	81*	79	4.5	n.d.	n.d.	n.d.
Thaïlande	4.94%	54	149	3.9	7.07	9.00	1.39%
Tunisie	2.37%	86	98	0.7	5.07	8.49	2.76%
Vietnam	5.22%	23*	143	5.9	4.60**	8.00	4.93%

Notes : \* Tadjikistan 1988 et Vietnam 1986. \*\* Gambie 1985, Mali 1996, Vietnam 1985.

Source : WDI (World Development Indicators), 2009 ; PRS-Group, 2009.

<sup>1</sup> Comme il n'était pas dans notre intention d'analyser systématiquement le lien de cause à effet, nous avons décidé d'utiliser la même période pour tous les pays, sans tenir compte des périodes couvertes par les données disponibles sur la pauvreté.

Les colonnes du milieu du tableau 3 indiquent l'évolution de l'ouverture aux échanges (somme des exportations et des importations exprimée en pourcentage du PIB national) dans chacun des pays étudiés entre 1980 et 2005. Plus le pourcentage est élevé, moins la politique commerciale est jugée restrictive. Sous cet angle, presque tous les pays ont amélioré leurs performances (sont devenus plus ouverts aux échanges) sur la période durant laquelle leurs résultats en matière de pauvreté se sont améliorés. Dans les quelques cas où l'ouverture aux échanges ne s'est pas accrue, sa diminution a été comparativement très modeste.

Les dernières colonnes du tableau 3 montrent l'évolution d'un indicateur des performances macroéconomiques s'appuyant sur des données de l'International Country Risk Guide (PRS-Group, 2009) et utilisé comme baromètre de la santé économique générale d'un pays. Le score d'un pays est en l'occurrence basé sur la moyenne de trois autres : le solde budgétaire, l'inflation et la stabilité du taux de change. Cet indice fait lui aussi état d'améliorations significatives de la situation économique dans pratiquement tous les pays retenus, depuis le milieu des années 1980 jusqu'à ce jour.

L'image générale qui se dégage à la lecture des chiffres du tableau 3, et qui est corroborée par les conclusions tirées d'autres analyses – le rapport de la Banque mondiale sur le développement de l'agriculture (Banque mondiale, 2008b), par exemple – est que les pays ayant réussi à réduire la pauvreté l'ont fait tout en améliorant considérablement leurs performances macroéconomiques. Les résultats des études accumulées sur le sujet ne permettent guère de douter que les bonnes performances macroéconomiques, sans être une cause au sens strict du terme, constituent un préalable nécessaire pour que la lutte contre la pauvreté porte ses fruits.

### **Quel rôle la croissance agricole a-t-elle joué ?**

Le tableau 4 présente les taux de croissance du PIB agricole réel par travailleur, du PIB non agricole par travailleur et des envois de fonds par habitant. Le PIB agricole par travailleur correspond, comme son nom l'indique, au PIB total imputable au secteur divisé par le nombre estimé de travailleurs économiquement actifs déclarant que l'agriculture constitue leur principale source de revenu. Le PIB non agricole par travailleur est défini comme la différence entre le PIB national total et le PIB agricole divisée par la différence entre l'emploi total dans le pays et l'emploi agricole. Le PIB agricole se compose du rendement de la terre, du travail et du capital utilisés dans l'agriculture. Il constitue un bon indicateur de l'évolution des revenus agricoles, à condition que les agriculteurs possèdent la majeure partie des terres et du capital, et fournissent l'essentiel de la main-d'œuvre employée dans le secteur.

Ces données présentent des biais connus et posent des problèmes de mesure. Il est particulièrement embarrassant que les estimations annuelles du nombre de travailleurs économiquement actifs soient trop souvent extrapolées à partir d'un très petit nombre de véritables enquêtes sur l'emploi, voire parfois d'une seule. Le nombre de travailleurs dans le secteur agricole peut, en outre, être surestimé, et le PIB agricole par travailleur sous-estimé, du fait de la forte incidence de l'agriculture à temps partiel – problème de mesure dont l'acuité est inversement proportionnelle au niveau de développement du pays concerné (Schmitt, 1990). Dans beaucoup d'enquêtes sur l'emploi, un individu est comptabilisé comme travaillant dans un certain secteur s'il gagne plus de 50 % de ses revenus dans ce secteur ou consacre plus de 50 % de son temps de travail à ce secteur. L'incidence du travail à temps partiel étant d'ordinaire bien plus élevée dans le secteur agricole que dans les autres, les statistiques surestiment l'emploi dans ce secteur et le sous-estiment l'emploi dans les autres. Il en résulte que l'estimation de la productivité moyenne du travail (PIB par travailleur) est biaisée tour à tour par défaut pour le secteur agricole et par excès pour les autres secteurs. Ces problèmes de mesure touchent plus les pays en développement que les pays développés, la part de l'agriculture dans l'emploi total étant d'ordinaire plus grande dans les premiers.

**Tableau 4. Pays retenus : indicateurs clés, 1980-2005**

Pays	Croissance annuelle du PIB agricole par travailleur (%)	Croissance annuelle du PIB non agricole par travailleur (%)	Croissance annuelle des envois de fonds (%)*
Brésil	4.66	-1.20	17.91
Cameroun	1.91	-4.11	-4.02
Chili	3.56	2.98	11.86
Chine	3.43	8.54	15.21
Costa Rica	3.30	0.29	17.33
République dominicaine	3.37	0.74	8.45
Égypte	2.86	0.19	-3.93
Gambie	-1.26	-0.93	0.96
Ghana	-0.05	1.55	14.24
Guatemala	0.77	-0.27	25.16
Honduras	2.22	-1.89	26.75
Indonésie	1.33	2.06	18.82
Kenya	-0.40	-1.98	6.66
Malaisie	2.67	1.80	11.72
Mali	1.57	-1.44	-0.56
Mauritanie	-1.04	-1.00	-6.58
Mexique	1.06	-1.18	7.44
Nicaragua	4.67	0.21	27.36
Panama	2.13	-0.29	-4.92
Philippines	0.61	-0.88	8.16
Sénégal	-0.72	-0.89	3.01
Tadjikistan	2.56	-2.96	72.94
Thaïlande	1.73	2.85	0.64
Tunisie	2.70	0.63	1.52
Vietnam	2.30	4.99	12.24

Notes : Les taux de croissance correspondent aux différences moyennes annuelles entre les logarithmes des indicateurs. \* Envois de fonds internationaux uniquement.

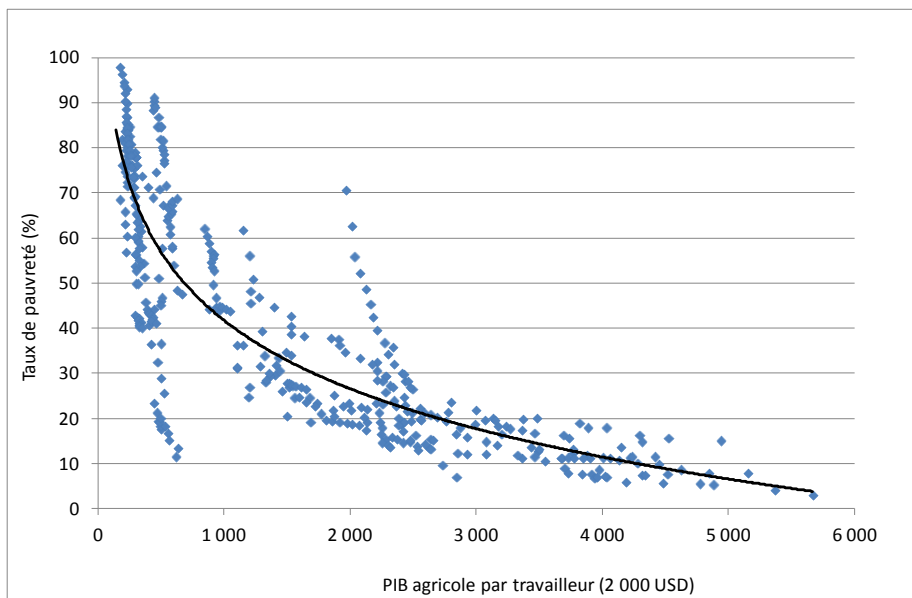
Source : Calculs de l'OCDE à partir des données WDI, 2009 ; FAO, 2009.

Les données qui figurent dans le tableau 4 révèlent que les taux de croissance du PIB par travailleur varient beaucoup entre les pays retenus au cours des années étudiées. On remarque immédiatement que le PIB agricole par travailleur a augmenté dans 20 des 25 pays. Cette proportion passe à 23 pays sur 25 si l'on s'attache uniquement à la période couverte par les données sur la pauvreté. Par contre, le PIB non agricole moyen par travailleur n'a progressé que dans 12 pays sur les 25, soit moins de la moitié. Ce schéma est conforme à deux caractéristiques propres au processus de développement classique : premièrement, il est courant que le PIB par travailleur croisse plus vite dans l'agriculture que dans les autres secteurs lorsqu'un pays se développe ; deuxièmement, davantage de pauvres doivent en général leur subsistance à l'agriculture dans les pays en développement.

Les graphiques 1 à 3 représentent l'ensemble complet des données issues des observations chronologiques et transversales pour les trois variables de revenu et les taux de pauvreté. Dans ces graphiques, chaque point associe le taux de pauvreté observé une année dans un pays et, respectivement : le PIB agricole par travailleur (graphique 1), le PIB non agricole par travailleur (graphique 2) et les envois de fonds par habitant (graphique 3), pour chaque année où des données sont disponibles. Ces graphiques révèlent les relations inverses attendues entre les taux de pauvreté et les trois catégories de revenus. Mais la

question est : parmi ces trois catégories, laquelle a le plus favorisé la réduction des taux de pauvreté observés ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord procéder à des estimations quantitatives de la relation statistique entre chacune des trois variables et le taux de pauvreté. Nous avons estimé ces relations au moyen d'une analyse de régression multiple de la totalité des données transversales et chronologiques, sur toutes les années pour lesquelles des enquêtes sur la pauvreté étaient disponibles.

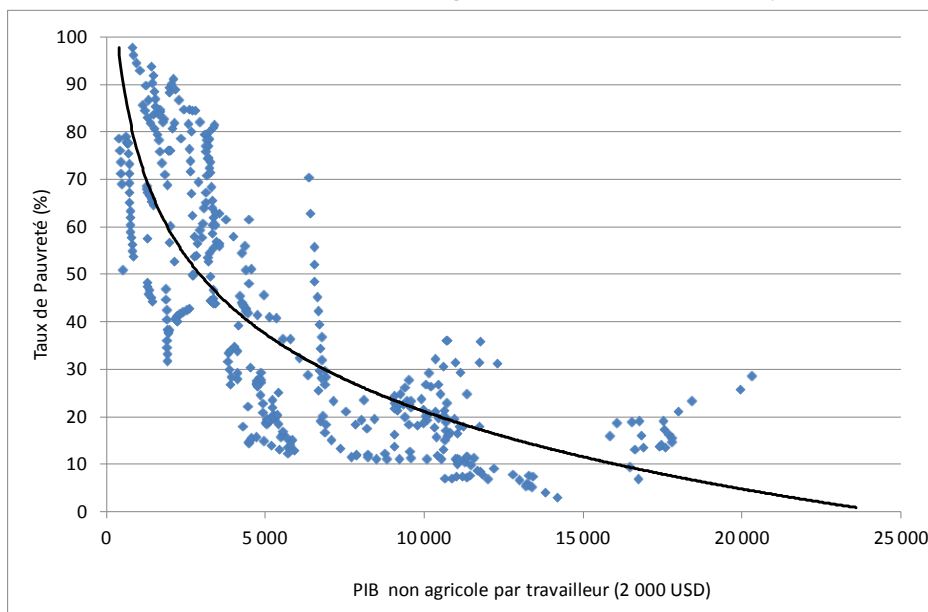
**Graphique 1. Pauvreté et PIB agricole par travailleur (25 pays retenus)**



Note : Nombre d'observations = 147.

Source : Calculs de l'OCDE à partir des données Povcalnet, 2009, et WDI, 2009.

**Graphique 2. Pauvreté et PIB non agricole par travailleur (25 pays retenus)**

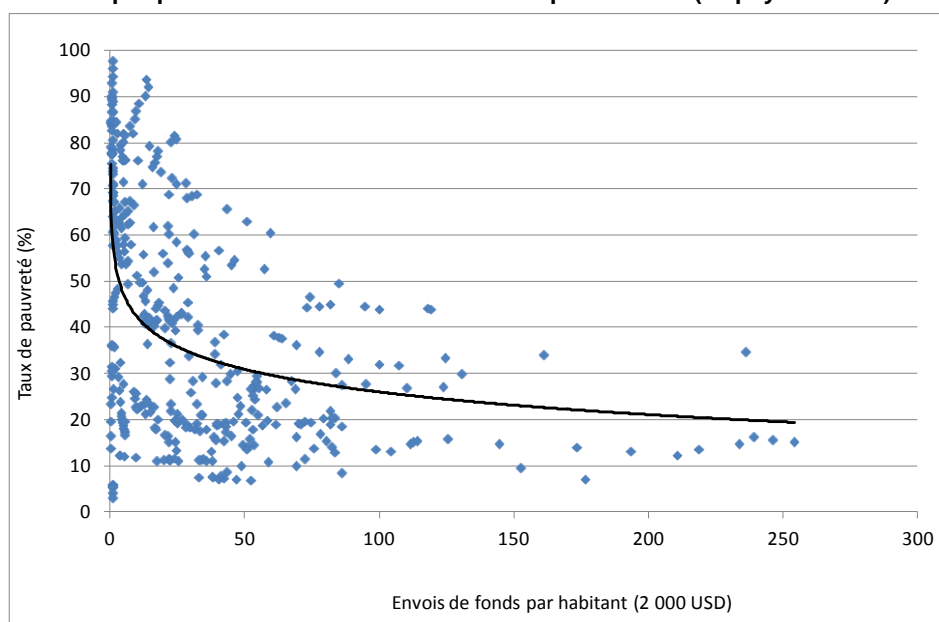


Note : Nombre d'observations = 147.

Source : Calculs de l'OCDE à partir des données Povcalnet, 2009, et WDI, 2009.



**Graphique 3. Pauvreté et envois de fonds par habitant (25 pays retenus)**



Notes : Nombre d'observations = 147. Envois de fonds internationaux uniquement.

Source : Calculs de l'OCDE à partir des données Povcalnet, 2009 et WDI, 2009.

L'équation d'estimation, les coefficients estimés et leurs propriétés statistiques sont présentés dans l'annexe. L'équation de régression explique le pourcentage élevé de variation dans les données transversales et chronologiques relatives au taux de pauvreté. Statistiquement, les coefficients de régression pour le PIB agricole par travailleur, le PIB non agricole par travailleur et les envois de fonds par habitant sont tous nettement négatifs, comme le suppose la théorie et comme le confirment les données pointées dans les graphiques 1 à 3. Le coefficient estimé pour le PIB agricole par travailleur est sensiblement plus élevé que ceux estimés pour les deux autres variables, mais cela ne prouve pas nécessairement que la croissance du PIB agricole par travailleur ait joué un rôle plus important que celle des deux autres variables. Pour vérifier cette hypothèse, il faut aussi tenir compte des taux de croissance réels des trois variables sur la période étudiée.

Pour déterminer l'importance relative des envois de fonds et de la croissance des secteurs agricoles et non agricoles dans le passé, nous avons utilisé l'équation de régression estimée afin de simuler des données historiques, puis d'imputer les réductions des taux de pauvreté prévus aux trois variables. L'opération a comporté trois étapes. Dans la première, nous avons généré des taux de pauvreté prévus de référence en intégrant dans les équations de régression les valeurs observées pour chacune des trois variables indépendantes et pour chacune des années de la période 1980-2005. Dans la deuxième étape, nous avons créé trois scénarios distincts du premier en remplaçant les observations réelles de l'une ou l'autre des trois variables de revenu par la moyenne de son échantillon. Dans la dernière étape, nous avons comparé une par une les valeurs prévues obtenues dans les trois scénarios différents avec celles du scénario de référence. Ces comparaisons nous ont permis de calculer dans quelle mesure la variation prévue de la pauvreté pouvait être attribuée à chacune des sources de revenu et uniquement à celle-là.

Le tableau 5 présente la ventilation ainsi obtenue et révèle que la croissance du PIB agricole par travailleur est plus importante dans 12 des 25 pays, qu'elle est suivie de la croissance des envois de fonds par habitant (9 sur 25), et que la pauvreté est principalement réduite du fait de la croissance du PIB non agricole par travailleur dans quatre pays seulement. Toutefois, il convient de noter que dans certains pays comme le Vietnam, il n'y a guère de différence, voire pas du tout, entre les contributions estimées de

la croissance du PIB agricole par travailleur, d'une part, et de la croissance du PIB non agricole par travailleur, d'autre part. Dans le même ordre d'idées, au Mexique, les contributions de l'agriculture et des envois de fonds sont identiques.

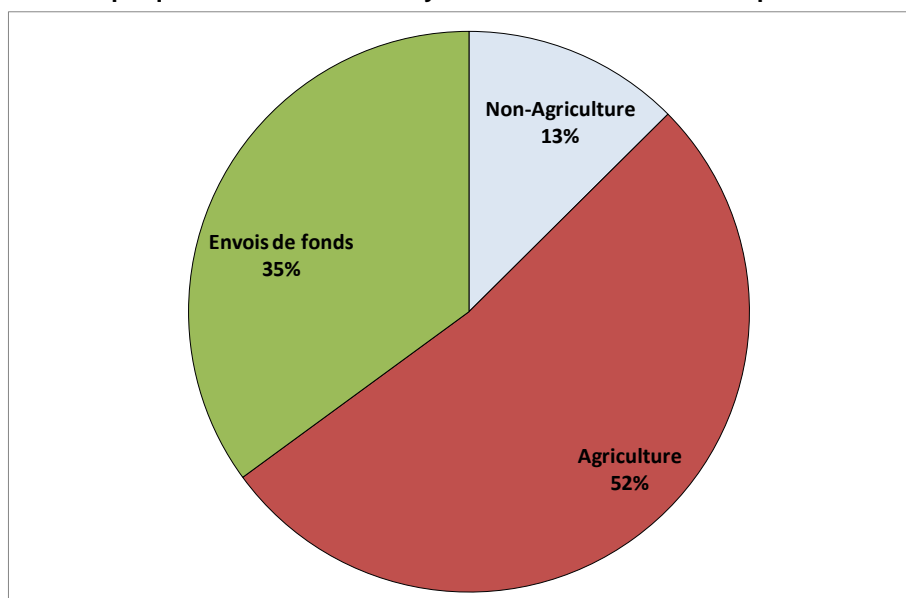
**Tableau 5. Contribution principale au recul de la pauvreté**

Agriculture	Autres secteurs	Envois de fonds
Brésil	Chine	Gambie
Cameroun	Mauritanie	Ghana
Chili	Thaïlande	Guatemala
Costa Rica	Vietnam	Honduras
République dominicaine		Indonésie
Égypte		Kenya
Malaisie		Philippines
Mali		Sénégal
Mexique		Mexique (même contribution que l'agriculture)
Nicaragua		Tadjikistan
Panama		
Tunisie		
<b>12</b>	<b>4</b>	<b>10</b>

Source : Calculs de l'OCDE à partir des données Povcalnet, 2009, et WDI, 2009.

On peut aussi se demander, à partir de ces résultats, quelle *proportion* de la réduction observée des taux de pauvreté prévus est imputable à chacune des variables. Le graphique 4 répond à cette question, et révèle fondamentalement le même schéma que les listes de pays présentées dans le tableau. Il se trouve en effet que plus de la moitié du recul de la pauvreté dans les pays retenus est imputable à la croissance des revenus agricoles, plus d'un tiers à celle des envois de fonds, et un peu plus de 10 % seulement à celle des revenus non agricoles

**Graphique 4. Contributions moyennes totales au recul de la pauvreté**



Source : Calculs de l'OCDE à partir des données Povcalnet, 2009, et WDI, 2009.

## Caractéristiques des pays dans lesquels l'agriculture a contribué de façon positive au recul de la pauvreté

L'analyse qui précède est tout à fait conforme à la plupart des analyses antérieures, car elle montre que les progrès agricoles contribuent très nettement au recul de la pauvreté. Nous voulons maintenant voir si, dans les différents pays où l'agriculture a favorisé ce recul, l'économie agricole présente des caractéristiques communes susceptibles de nous aider à mieux cerner les éléments sur lesquels les pouvoirs publics pourraient envisager d'insister dans le cadre de leurs efforts de développement. Le tableau 4 montre que le PIB agricole par travailleur a augmenté, et a donc contribué à la diminution de la pauvreté, dans 20 des 25 pays étudiés.

### Politique commerciale agricole

L'accès à des marchés mondiaux sur lesquels les pouvoirs publics des pays exportateurs ou de leurs partenaires commerciaux n'interviennent pas trop passe souvent pour l'une des conditions essentielles de la prospérité de l'agriculture (Anderson et Valenzuela, 2008). Quel est donc l'environnement commercial dans lequel les pays considérés ont opéré et comment celui-ci a-t-il évolué au cours de la période de vingt-cinq ans couverte par l'étude ? Le tableau 6 répond en partie à cette question. Les chiffres qui y figurent sont des estimations du taux nominal d'aide (NRA), c'est-à-dire de la proportion dans laquelle l'action publique a hissé les recettes brutes des agriculteurs au-dessus du niveau qu'elles auraient atteint en l'absence d'intervention, ou les a maintenues en-dessous (Anderson et Valenzuela, 2008). Des données étaient disponibles pour seulement treize pays sur les vingt dans lesquels l'agriculture a favorisé le recul de la pauvreté. La dernière ligne indique les NRA des pays de l'OCDE à revenu élevé, de manière à montrer l'ampleur de la protection commerciale et du soutien dont les agriculteurs ont bénéficié chez ces importants partenaires commerciaux. Il convient de noter que ces derniers chiffres surévaluent sensiblement la protection commerciale pratiquée par les pays de l'OCDE à l'encontre des pays en développement qui figurent dans la liste et qui bénéficient d'un accès privilégié aux marchés de l'OCDE en application d'un large éventail d'accords commerciaux préférentiels.

Tableau 6. Évolution des taux nominaux d'aide à l'agriculture

Pays	NRA moyens 1980-89	NRA moyens 1990-99	NRA moyens 2000-05
Brésil	-23.41	-1.64	4.13
Cameroun	-6.84	-1.19	-0.13
Chili	10.09	8.04	5.34
Chine	-39.80	-3.83	6.02
Égypte	23.72	-1.05	-5.50
Indonésie	3.74	-7.58	12.00
Malaisie	-1.66	1.03	1.20
Mali	-1.43	-1.59	0.12
Mexique	3.40	17.49	11.32
Nicaragua	n.d.	-7.69	-4.22
Philippines	8.83	25.68	21.97
Thaïlande	-4.13	-2.04	-0.20
Vietnam	-13.87	-12.39	19.42
Pays de l'OCDE à revenu élevé (moyenne)	93.95	75.71	52.27

Source : Anderson et Valenzuela, 2008.

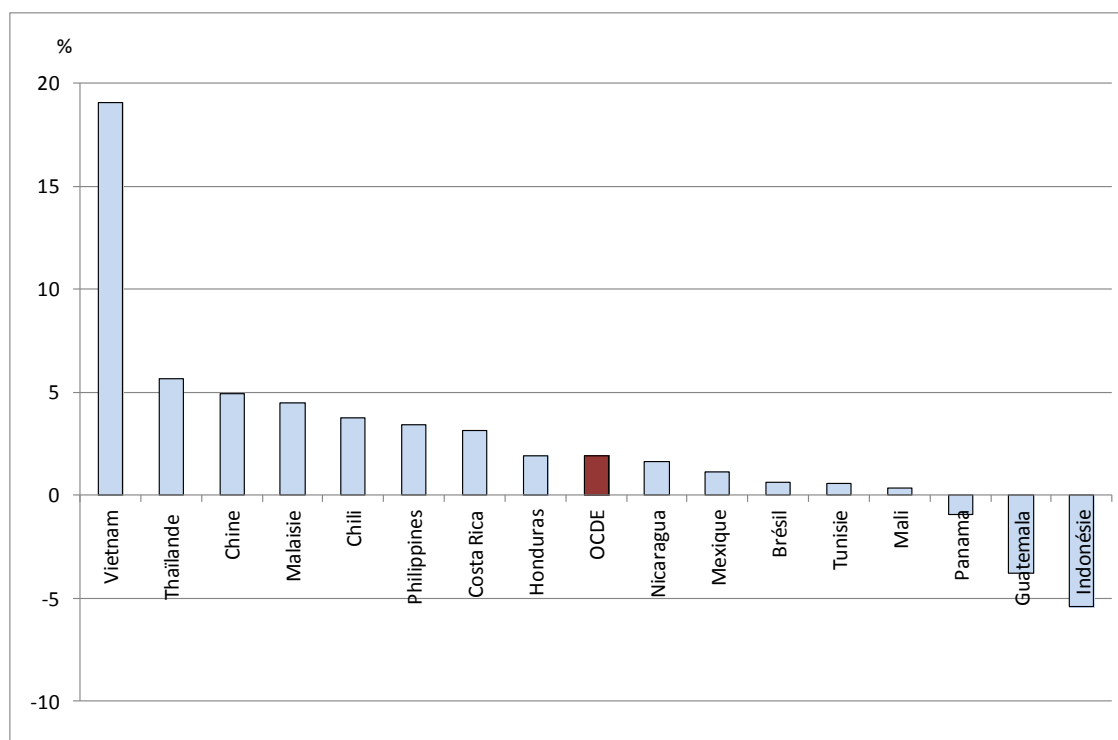
En considérant que les moyennes pour la période 2000-05 reflètent l'état actuel de la situation, nous constatons que les agriculteurs des pays retenus bénéficient maintenant d'un soutien des prix généralement positif. Il convient de noter, en outre, que les NRA étaient le plus souvent négatifs pendant les années 1980, parfois très nettement, ce qui indique qu'au total, les agriculteurs étaient non pas subventionnés mais taxés sous l'effet de l'action publique. En d'autres termes, d'une manière générale, la non-protection imputable aux interventions gouvernementales (taxes à l'exportation, surévaluation des taux de change, etc.) a diminué sur l'ensemble de la période considérée et dans la plupart des pays retenus. Les renversements de tendance ont été particulièrement spectaculaires au Brésil, en Chine et au Vietnam, trois pays présentant également un recul de la pauvreté exceptionnellement rapide.

Lorsque l'on considère la dernière ligne du tableau, on constate que la forte protection commerciale et le net soutien des prix accordés aux agriculteurs des pays riches ont diminué dans l'ensemble. Autrement dit, la protection des marchés des pays riches à laquelle les pays en développement devaient faire face depuis les années 1980 a diminué progressivement et sensiblement. Cette analyse est corroborée par les estimations plus détaillées présentées dans les rapports annuels de suivi et d'évaluation du soutien apporté à l'agriculture dans les pays de l'OCDE (OECD, 2009). Globalement, donc, l'environnement commercial dans lequel opéraient les agriculteurs des pays retenus s'est caractérisé par une diminution du manque de protection chez eux et par une baisse de la protection dans les pays riches qui étaient leurs partenaires commerciaux.

### ***Recherche agricole***

Les progrès agricoles des temps modernes, que l'on mesure d'ordinaire par la croissance de la productivité totale des facteurs, ont été favorisés avant tout par les avancées techniques. Les analyses empiriques ont confirmé à maintes reprises que le rendement social des investissements publics dans la recherche, la vulgarisation et l'enseignement agricoles était élevé (Mundlak, 2000). Le graphique 5 compare les taux de croissance annuels moyens des dépenses consacrées à la recherche agricole par les pouvoirs publics dans les pays retenus et dans la zone de l'OCDE. Ces informations sont tirées de la base de données des indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles de l'IFPRI, et étaient disponible pour seize des vingt pays. Elles montrent que, à seulement trois exceptions près, les dépenses consacrées à la recherche agricole par les pays qui réussissent ont progressé sur la période couverte par l'étude. De plus, dans la plupart des pays concernés, le rythme de l'augmentation a été beaucoup plus rapide que dans la zone de l'OCDE en moyenne, même si le taux était plus modeste au départ.

**Graphique 5. Croissance des dépenses publiques de R-D, 1981-2005 (moyenne, les années couvertes varient)**



Source : ASTI-IFPRI, 2009, et OECD.Stat, 2009.

Les résultats indiqués dans le graphique 5 pour le Brésil, la Chine et le Chili sont confirmés par ceux des études approfondies des politiques agricoles de ces trois pays effectuées par l'OCDE. D'après les données présentées dans ces analyses, les dépenses publiques consacrées globalement à la recherche, à la vulgarisation et à l'enseignement agricoles ont progressé en moyenne au rythme annuel de 3 % (1995-2005), 16 % (1993-2005) et 10 % (1990-2005) dans ces trois pays, respectivement. Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, le taux s'est établi à 1.3 % seulement (1986-2005).

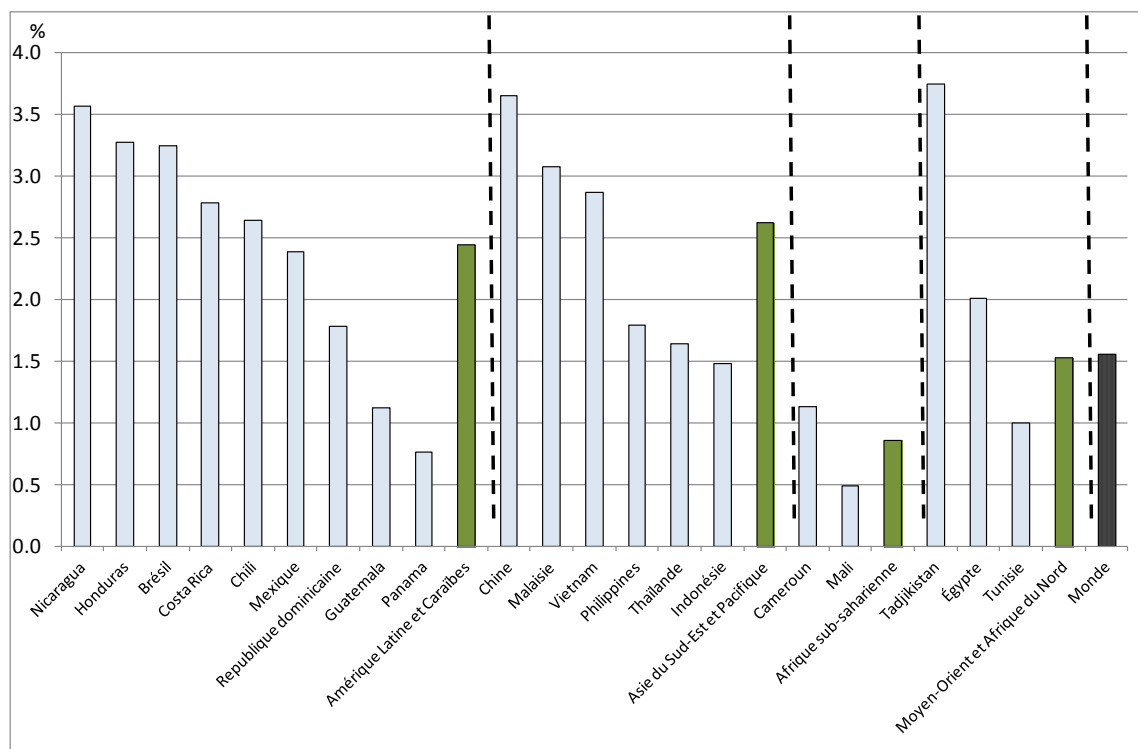
### ***Productivité agricole et pauvreté***

Les investissements dans la recherche, le développement, la vulgarisation et l'enseignement agricoles se traduisent par une augmentation régulière de la productivité agricole. Les comparaisons des performances agricoles entre les pays et dans le temps se font souvent au moyen d'indicateurs partiels de la productivité, tels que la production par unité de surface, par exemple, ou par tête de bétail ou par travailleur agricole. Cependant, comme ces indicateurs se fondent sur un seul intrant, ils risquent d'induire en erreur dès lors que le dosage entre les différents intrants change ou, surtout, dès lors que des avancées techniques permettent d'augmenter la production avec une même quantité d'intrants.

Souvent utilisée pour surmonter ces problèmes, la productivité totale des facteurs (PTF) est en l'occurrence un meilleur indicateur. Thirtle, Lin et Piesse (2003) étudient l'effet de l'augmentation de la productivité totale des facteurs sur l'incidence de la pauvreté dans les PMA, mesurée par le pourcentage de la population vivant avec moins de 1.00 USD par jour. Moyennant une analyse de régression, leurs travaux empiriques montrent que la hausse de la productivité agricole a un fort retentissement sur le recul de la pauvreté, alors que ce n'est pas le cas de l'accroissement de la productivité dans l'industrie et dans les services. A partir de leurs observations empiriques, les auteurs montrent que l'investissement dans la R-D en agriculture a produit des effets non négligeables en matière de recul de la pauvreté en Afrique et en Asie et que, compte tenu de sa rentabilité considérable, il ne coûte rien.

Par conséquent, on devrait s'attendre à ce que les pays que nous avons retenus, dans lesquels l'agriculture a contribué à des progrès colossaux sur le front de la pauvreté, présentent également de forts gains de productivité. Fuglie (2008) fait part des résultats d'une étude approfondie des tendances de la productivité totale des facteurs qui a porté sur 173 pays, sur la période allant de 1961 à 2006. Le graphique 6 s'appuie sur des estimations tirées de cette analyse pour comparer les performances des pays retenus à celles de leurs régions respectives. Il est intéressant de noter que les taux de croissance moyens de la PTF sont positifs dans la totalité des vingt pays retenus, la plupart d'entre eux dépassant largement la moyenne mondiale estimée par Fuglie pour la période 1991-2006, soit 1.6 % par an. En outre, plus de la moitié des pays se situent au niveau de la moyenne de leur région respective ou la dépassent. Par ailleurs, conformément aux conclusions de Thirtle, Lin et Piesse (2003), il existe une forte corrélation entre le rythme de progression de la PTF et celui auquel la pauvreté diminue, c'est-à-dire que les pays où la PTF s'accroît le plus vite sont généralement les mêmes que ceux où la pauvreté recule le plus rapidement. On peut donc globalement conclure que la hausse de la PTF dans l'agriculture a compté parmi les caractéristiques partagées par les pays retenus, et qu'elle a sans aucun doute contribué à faire reculer la pauvreté.

**Graphique 6. Croissance annuelle moyenne de la productivité totale des facteurs (PTF) dans l'agriculture, 1991-2006**



Source : Fuglie, 2008.

### ***Dépenses publiques consacrées à l'agriculture***

Qu'en est-il des autres types de dépenses publiques consacrées à l'agriculture ? On pense en général que les bons résultats du secteur sont liés de façon systématique à la proportion des dépenses budgétaires totales qui est destinée à l'agriculture. Cette idée est illustrée par les engagements pris dans le cadre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) de l'Union africaine, aux termes duquel les gouvernements africains sont convenus de consacrer un minimum de 10 % de leurs budgets nationaux à ce secteur.

Le FMI publie des estimations des dépenses publiques par domaine d'activité des pouvoirs publics pour un grand nombre de pays. Ci-dessous, le tableau 7 compare des estimations de la part des dépenses budgétaires totales destinée à l'agriculture dans les pays pour lesquels il existait des données (quinze pays sur les vingt). En général, les données ne sont pas disponibles en continu pour toutes les années. En conséquence, nous avons réparti les comparaisons entre les moyennes des observations disponibles en deux périodes différentes (1989-1997 et 1998-2005) pour donner une idée de la progression. Il existe de grandes disparités entre les pays et aucune tendance cohérente ne se dégage des évolutions dans le temps. Sans omettre les limites des données, nous constatons toutefois que : a) les dépenses publiques consacrées à l'agriculture représentent en moyenne nettement moins de 10 % des dépenses budgétaires totales dans la plupart des pays et b) elles ont généralement diminué pendant toutes les années de la période couverte par notre étude.

**Tableau 7. Évolution des dépenses publiques consacrées à l'agriculture**

<b>Pays</b>	<b>Part des dépenses consacrées à l'agriculture dans les dépenses totales (moyenne 1989-1997)</b>	<b>Part des dépenses consacrées à l'agriculture dans les dépenses totales (moyenne 1998-2005)</b>
Brésil	2.52%	3.86%
Cameroun	4.67%	2.82%
Chine	5.43%	3.29%
Costa Rica	2.90%	2.18%
République dominicaine	6.12%	6.10%
Égypte	4.98%	5.67%
Guatemala	3.98%	2.93%
Indonésie	7.19%	3.20%
Mexique	4.93%	4.11%
Nicaragua	3.57%	n.d.
Panama	2.98%	2.93%
Philippines	7.28%	4.66%
Tadjikistan	n.d.	4.50%
Thaïlande	9.85%	6.65%
Tunisie	7.94%	8.34%

Source : FMI, 2009.

## Conclusions

Les pays qui, selon nous, sont parvenus à faire reculer la pauvreté constituent un ensemble très diversifié. On trouve parmi eux certains des pays en développement les plus pauvres et certains des plus riches, et ils représentent presque toutes les régions géographiques. De plus, ils diffèrent grandement les uns des autres par leurs systèmes de gouvernance et de gestion économique.

Durant la période où ils ont remporté des succès remarquables face à la pauvreté, leurs performances économiques se sont aussi nettement améliorées à d'autres égards : 1) selon la plupart des indicateurs, le contexte macroéconomique est devenu progressivement plus favorable ; 2) leurs gouvernements ont en partie comblé l'absence de protection en réduisant les taxes à l'exportation et la surévaluation des taux de change, et en supprimant les interventions étatiques inefficaces sur les marchés agricoles, et 3) les gouvernements de leurs partenaires commerciaux riches ont diminué les formes de soutien offertes à leurs agriculteurs qui faussent le plus la production et les échanges.

Les résultats des études accumulées sur le sujet montrent clairement que les bonnes performances macroéconomiques, sans être une cause au sens strict du terme, constituent un préalable nécessaire pour que la lutte contre la pauvreté porte ses fruits. Nous avons cependant constaté que, si la croissance économique en général contribue notablement au recul de la pauvreté, la répartition de cette croissance entre les différents secteurs d'activité compte beaucoup également. Du point de vue des objectifs du projet

global où s'inscrivait la préparation du présent document, il convient de noter que la croissance du secteur agricole a un grand rôle à jouer dans la lutte contre la pauvreté dans la majorité des pays retenus. Aborder la question sous cet angle nous a permis d'opérer une première distinction entre l'importance de la croissance du PIB agricole par travailleur, d'une part, et celle de la croissance du PIB non agricole par travailleur et des envois de fonds par habitant, d'autre part. Cette analyse attribue à la croissance du PIB agricole par travailleur la majeure partie du recul de la pauvreté enregistré dans les pays ayant réalisé les plus gros progrès en la matière.

Au cours de la période étudiée, les dépenses publiques consacrées à la recherche agricole dans les pays retenus ont augmenté de manière générale, et à un rythme bien plus soutenu que dans la zone de l'OCDE. C'est peut-être pourquoi la productivité totale des facteurs a progressé dans tous les pays où l'agriculture a contribué à une diminution rapide de la pauvreté, généralement plus vite que dans les autres pays de leur région et dans le monde. Bien que les données ne soient pas très fiables, la proportion des dépenses publiques totales qui est consacrée à l'agriculture n'est pas extraordinairement élevée et elle a dans l'ensemble diminué.

Ces résultats doivent être interprétés avec prudence et, notamment, il est prématuré d'en tirer des conclusions applicables à l'action des pouvoirs publics. L'objectif du présent document était simplement d'obtenir une vue d'ensemble des caractéristiques de l'économie des pays ayant réalisé les progrès les plus rapides en matière de lutte contre la pauvreté. Ainsi, il serait faux de conclure, en s'appuyant sur ce document, que plus on investit dans l'agriculture, plus la croissance est forte et plus la pauvreté recule. Il convient de faire entrer en ligne de compte la situation particulière de chaque pays, la nature des investissements réalisés dans le secteur et, tout particulièrement, l'environnement macroéconomique où s'inscrit l'activité.



## ANNEXE

Nous avons examiné la relation entre la pauvreté et : 1) le PIB agricole par travailleur agricole, 2) le PIB non agricole par travailleur, et 3) les envois de fonds par habitant, au moyen d'une analyse de régression groupée appliquée à des données de panel. La variable de pauvreté était le pourcentage de la population vivant avec moins de 2.00 USD par jour (seuil de pauvreté retenu). L'équation d'estimation était la suivante :

$$P_{it} = \beta_0 + \beta_1 \ln \text{AgGDP/Wk}_{it} + \beta_2 \ln \text{NonAgGDP/Wk}_{it} + \beta_3 \ln \text{Remit/Capita}_{it} + \varepsilon_{it}$$

Où :

$P$  est le taux de pauvreté

$\ln \text{AgGDP/Wk}$  est le logarithme népérien du PIB agricole par travailleur

$\ln \text{NonAgGDP/Wk}$  est le logarithme népérien du PIB non agricole par travailleur

$\ln \text{Remit/Capita}$  est le logarithme népérien des envois de fonds par habitant

$\varepsilon$  est le terme d'erreur

$i$  est le panel (pays)

$t$  est le temps (années)

L'analyse a été menée au moyen de STATA. Les résultats de la régression multiple sont présentés dans le tableau A.1. Ils montrent une relation inverse et statistiquement significative entre la pauvreté et chacun des trois indicateurs suivants : PIB agricole par travailleur, PIB non agricole par travailleur et envois de fonds par habitant. Il est important de noter que le but de l'exercice est simplement d'examiner la relation dans le passé entre les taux de pauvreté et les indicateurs, et qu'il ne peut donc pas servir à établir catégoriquement des liens de cause à effet.

Plusieurs tests ont été réalisés : le test de Wooldridge appliqué aux données de panel n'indique pas de problèmes d'autocorrélation du premier ordre. De la même manière, le test de rapport de vraisemblance ne permet pas de confirmer la présence d'hétéroscédasticité. La forte corrélation entre les variables AgGDP/Wk et NonAgGDP/Wk a fait soupçonner des problèmes de multicollinéarité. Nous avons donc utilisé les *facteurs d'inflation de la variance* (VIF) pour vérifier (tableau A.2). Les valeurs VIF oscillent entre 1.0 et l'infini. Une valeur supérieure à 10 est généralement interprétée comme indiquant une forte multicollinéarité. Dans le cas qui nous occupe, la valeur VIF moyenne des trois variables explicatives est de 2.02. l'intervalle de tolérance est compris entre 0.0 et 1.0, 1.0 correspondant à l'absence de multicollinéarité. Il existe en outre une différence importante entre multicollinéarité et « problème de multicollinéarité ». Il y a problème de multicollinéarité lorsque la variance des coefficients estimés est élevée, d'où de fréquents changements de signes et de signification statistique quand on estime la même

équation à l'aide de données différentes. Toutefois, ici, les coefficients estimés ont des écart-types très faibles (tableau A.1), affichent tous le signe attendu et sont robustes aux changements majeurs appliqués aux ensembles de données utilisés dans la régression.

**Tableau A.1. Résultats des régressions**

Source	SS	df	MS		Nombre d'observations	147
Modèle	7.2056	3	2.4019		F( 3, 143)	199.38
Résidu	1.7227	143	0.0120		Prob > F	0.0000
Total	8.9283	146	0.0612		R <sup>2</sup>	0.8071
					R <sup>2</sup> corrigé	0.8030
					Racine de l'erreur quadratique moyenne	0.10976
Pauvreté	Coef.	Erreur type	t	P> t	[Intervalle de confiance au seuil de 5 %]	
AgGDP/Wk	-0.136921	0.0149132	-9.18	0.000	-0.1663998	-0.10744
NonAgGDP/Wk	-0.1032406	0.0163413	-6.32	0.000	-0.1355424	-0.07094
Remit/Capita	-0.0184977	0.0051364	-3.6	0.000	-0.0286507	-0.00834
_cons	2.271765	0.0916841	24.78	0.000	2.090534	2.452996

**Tableau A.2. Test de multicollinéarité**

Variables	VIF	Seuil de tolérance 1/VIF
AgGDP/Wk	2.56	0.390591
NonAgGDP/Wk	2.36	0.424188
Remit/Capita	1.15	0.869076
VIF moyen	2.02	

## RÉFÉRENCES

- Acosta, P., Fajnzylber, P. et H. Lopez (2007), « The Impact of Remittances on Poverty and Human Capital: Evidence from Latin American Household Surveys », World Bank Policy Research Working Paper No. 4 247.
- Anderson, K. et E. Valenzuela (2008), *Estimates of Global Distortions to Agricultural Incentives, 1955 to 2007*, Banque mondiale, Washington, DC, octobre 2008.
- ASTI-IFPRI (2009), Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricole (ASTI), IFPRI.
- Banque mondiale (2008a), « Rapport sur la croissance : Stratégies pour une croissance durable et un développement solidaire », Commission sur la croissance et le développement, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale.
- Banque mondiale (2008b), « Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement », Groupe de la Banque mondiale.
- Bresciani, F. et A. Valdés (2007), *Beyond Food Production: The Role of Agriculture in Poverty Reduction*, FAO, Rome.
- Byerlee, D. de Janvry, A. et Sadoulet, E. (2009), « Agriculture for Development: Toward a New Paradigm », *Annual Review of Resource Economics*, vol. 1 : 15-35, octobre 2009.
- Cervantes-Godoy, D. et J. Brooks (2008), « Smallholder Adjustment in Middle-Income Countries: Issues and Policy Responses », *Documents de travail de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pêcheries*, n° 12, OCDE, Paris.
- Chen, S. et Ravallion, M. (2008), « The Developing World is Poorer than We Thought, but No Less Successful in the Fight Against Poverty », 1<sup>er</sup> août 2008, World Bank Policy Research Working Paper Series.
- Christiaensen, L. et Demery, L. (2007), *Down to Earth Agriculture and Poverty Reduction in Africa*, Groupe de la Banque mondiale.
- Christiaensen, L. et Todo, Y. (2008), « Poverty Reduction during the Rural-Urban Transformation – The Role of the Missing Middle », Groupe de la Banque mondiale.
- DFID (2004). « Agriculture, Growth and Poverty Reduction », <http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/agri-poverty-reduction.pdf>
- FAOSTAT (2009), Base de données de la FAO, FAO.
- FMI (2009), Base de données du FMI.
- Fuglie, K. (2008), « Is a Slowdown in Agricultural Productivity Growth Contributing to the Rise in Commodity Prices », *Agricultural Economics* 39 (2008), Supplément 431-441.
- Gardner, B. (2000), « Economic Growth and Low Incomes », *American Journal of Agricultural Economics* 82, (novembre, 2000):1 059-74.
- Gardner, B. et Tsakok, I. (2007), « Agriculture in Economic Development: Primary Engine of Growth or Chicken and Egg? », *American Journal of Agricultural Economics*, American Agricultural Economics Association, vol. 89(5), pages 1 145-1 151, décembre.

- Irz X. et Tiffin R. (2006), « Is Agriculture the Engine of Growth? », *Agricultural Economics Journal*, Vol. 35, Issue 1, pages 79–89.
- Kirkpatrick, C. et A. Barrientos (2004), *The Lewis Model After 50 Years*. Manchester School, Vol. 72, No. 6, pp. 679-690, décembre.
- Lewis, A. (1955), *The Theory of Economic Growth*, R.D. Irwin. Homewood, Illinois, 1955.
- Ligon, E. et Sadoulet, E. (2008), « Estimating the Effects of Aggregate Agricultural Growth on the Distribution of Expenditures », document de référence pour le *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, Banque mondiale.
- Loayza, N. et N. Raddatz (2006), « The Composition of Growth Matters for Poverty Alleviation », WPS-4 077, Groupe de la Banque mondiale.
- Lopez, H. (2004), « Pro-Growth, Pro-Poor: Is there a trade-off? » World Bank Policy Research Working Paper, n° 3 378, 2004.
- Montalvo, J. et M. Ravallion (2009). « The Pattern of Growth and Poverty Reduction in China », World Bank Policy Research Working Paper, n° 5 069.
- Mundlak, Y. (2000), *Agriculture and Economic Growth: Theory and Measurement*, Harvard University Press.
- OCDE (2009), *Politiques agricoles des pays de l'OCDE 2009 - Suivi et évaluation*, OCDE, Paris.
- OECD.Stat (2009), Base de données de l'OCDE.
- PNUD (2009), Human Development Index Database.
- POVCALNET (2009), Base de données sur la pauvreté de la Banque mondiale.
- PRS-Group (2009), International Country Risk Guide, [www.icrgonline.com](http://www.icrgonline.com)
- Ravallion, M. (2009), « Do Poorer Countries Have Less Capacity for Redistribution? », One-Pager #97, The International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG).
- Ravallion, M. et Chen, S. (2007), « China's (Uneven) Progress Against Poverty », *Journal of Development Economics*.
- Ravallion, M. et Datt, G. (1996), « How Important to India's Poor is the Sectoral Composition of Economy Growth? », *The World Bank Economic Review*, 10 (1), 1-25.
- Ravallion, M. et Datt, G. (2002), « Why Has Economic Growth Been More Pro-Poor in Some States of India Than Others? », *Journal of Development Economics*, 65: 381–400.
- Schmitt, G. (1990), « Is Structural Change Really a Source of Economic Growth? The Case of Agriculture », *Journal of Institutional and Theoretical Economics (JITE)*, 146 (1990), 470-499.
- Schultz, T. (1979), « The Economics of Being Poor », *The Journal of Political Economy*, Vol. 88, No. 4, pages 639-651.
- Singh, R., Haacker, M. et K. Lee (2009). « Determinants and Macroeconomic Impact of Remittances in sub-Saharan Africa ». IMF Working Paper WP/09/216.
- Thirtle, C. Lin, L. et Piesse, J. (2003), « The Impact of Research-Led Agricultural Productivity Growth on Poverty Reduction in Africa, Asia and Latin America », *World Development*, Vol. 31, No. 12, pages 1 959-1 975.
- Timmer, P. (1988), « The Agriculture Transformation », *Handbook of Development Economics*, Vol. 1, Elsevier Science Publishers B.V.

- Warr, P. (2001), « Poverty Reduction and Sectoral Growth: Evidence from Southeast Asia », document présenté lors de la conférence sur le développement organisée par WIDER sur le thème : croissance et pauvreté, Helsinki.
- Warr, P. et Wang, W. (1999), « Inequality and Economic Growth in Taiwan », dans : G. Ranis et R. Hu, dir. publ., *The Political Economy of Development in Taiwan: Essays in Memory of John CH Fei*, Edward Elgar, pages 133–165.
- WDI (2009), Base de données des indicateurs de développement de la Banque mondiale.